

Issaka Assoumane serait-il le futur président et candidat du Pnds ?



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel, tout droit
jusqu'au bout de la rue.
E-mail: in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

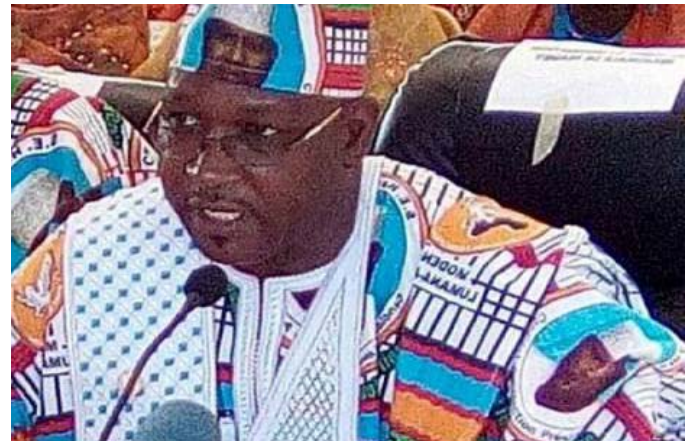
1ère Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 49 du 06 novembre 2017

Après la manifestations du 29 octobre 2017

Dos au mur, le Lumana décide de faire face au PNDS



Alliance

Le drame cornélien de Ladan Tchana

Lutte contre les terroristes

Drones américains, la solution tant attendue ?

Amères vérités

Qui sont ces hommes qui nous dirigent et qui créent les conditions générales d'un mécontentement populaire mais qui ne comprennent pas qu'ils sont à l'origine de leurs déboires et misères politiques

Qui sont ces hommes qui poussent les citoyens jusque dans leurs derniers retranchements et qui s'étonnent de constater une telle furie [ndlr : manifestation violente du 29 octobre 2017] dans leurs actes ?

Qui sont ces hommes qui nous dirigent et qui ne comprennent pas qu'en remettant la TVA (article 226-nouveau) sur les produits agricoles vitaux, qu'ils détruisent l'économie et compromettent gravement les conditions de vie, déjà précaires, de leurs compatriotes ?

Une telle myopie politique relève de la folie et tous ceux qui gardent encore la tête sur les épaules doivent agir à arrêter cette obsession suicidaire du gouvernement. La loi de finances 2018 n'est ni plus ni moins que le renoncement à une vie décente pour les citoyens nigériens. La TVA est partout. La TVA est partout au point où elle s'apparente à la jacinthe d'eau sur les bords du fleuve Niger. Or, la jacinthe d'eau tue toute vie là où elle pousse.

Mais comme ceux qui veulent mettre la TVA partout ne voient pas ses conséquences sur la vie des citoyens nigériens, il faut le leur faire toucher du doigt. Il est bon, comme on dit, de faire toucher à l'aveugle ce qu'il ne voit pas. La TVA est partout : sur le mil, le haricot, le sorgho, la pomme de terre, le riz, le sucre, l'huile alimentaire, les aliments destinés aux animaux d'élevage, le lait manufacturé, les pâtes alimentaires, la farine de maïs, de mil, de millet, de sorgho, de riz, de blé et de fonio achetés auprès des producteurs ruraux, la crème de lait, la farine de froment, les provitamines et vitamines naturelles ou reproduites, les insecticides, le papier-journal, les pompes à bras ou avec moteurs incorporés, les élévateurs de liquides, les appareils à projeter les produits insecticides, les appareils pour arrosage, les charrues et parties de charrues, le matériel informatique, même s'il est destiné à l'enseignement, les ardoises et tableaux des élèves, les produits, matières et substances, les emballages destinés à la fabrication de tous les produits, y compris ceux qui sont exonérés et même les billets de transport routiers de marchandises et de voyageurs, etc.

Et suprême mépris pour un peuple dont la majorité, notamment en milieu rural, vit avec des ressources en dessous du seuil de pauvreté, et est dépendante d'une agriculture de subsistance, la fameuse TVA est étendue jusqu'aux engrais d'origine animale ou végétale (birdji en zarma et kaaki en haoussa). C'est à croire que, comme l'a si bien relevé un compatriote plein d'esprit, il y aura bientôt une TVA sur le rire aux éclats en pleine rue, comme en Roumanie sous Nicolas Ceausescu. Cette maladie de la TVA révèle au grand jour que Mahamadou Issoufou ne croit ni en l'école (TVA sur les tableaux noirs ; les cahiers ; le matériel informatique destiné à l'enseignement, etc.) ni à la politique des 3N (les engrais d'origine animale ou végétale (birdji en zarma et kaaki en haoussa) ; les pompes à bras ou avec moteurs incorporés ; les élévateurs de liquides ; les appareils à projeter les produits insecticides ; les appareils pour arrosage ; les charrues et parties de charrues, etc.).

Or, il se trouve que ce n'est pas terminé. On veut aussi, par-dessus le marché, imposer aux citoyens nigériens une taxe d'habitation, une nouvelle tarification de l'énergie électrique, une hausse des coûts des transports en commun à travers de nouvelles taxes, etc.

Avec de telles perspectives noires, les citoyens ont-ils vraiment besoin d'un inspireur pour être furieux ? Telle est pourtant la loi de finances 2018. Un ensemble de mesures fiscales qui ne vont pas qu'appauvrir les Nigériens. Elles vont également, de façon inéluctable, asphyxier

les entreprises nationales au profit des multinationales. Entre autres exemples, les experts citent, d'une part, le rehaussement du niveau du chiffre d'affaires requis pour prétendre au bénéfice de la dispense de paiement de précompte IS qui est porté de 600 millions à 800 millions ; d'autre part, la soumission à la TVA des produits et matières premières intervenant dans la production industrielle qui va grever les coûts de production des entreprises locales, par conséquent leurs capacités de résilience face à la concurrence étrangère, très agressive dans un pays où l'importation de biens et produits se fait sans aucun contrôle de rigueur de l'Etat, à plus forte raison sous un protectionnisme de bon aloi.

La folie a atteint même les petits commerces, dont l'assiette des impôts est élargie et le taux rehaussé à partir de 2018. Ainsi, le gouvernement a fait sauter le seuil planché de cinq millions requis pour payer l'impôt synthétique.

Telle est la loi de finances que Mahamadou Issoufou s'entête à faire voter. Une loi de finances qui constitue un acte de provocation notoire, même dans un contexte de prospérité et de succès économiques indéniable. Dans le contexte actuel du Niger où des individus bien identifiés se sont enrichis de plusieurs milliards détournés, le projet gouvernemental n'est pas qu'injuste, inéquitable et antisocial, comme le dénoncent les centrales syndicales ; c'est un mépris total vis-à-vis du peuple nigérien.

Et dire que, pour confirmer ce mépris du peuple nigérien, Mahamadou Issoufou refuse obstinément de se remettre en cause, en réduisant la taille de son gouvernement et le train de vie général de l'Etat à travers des mesures qui sont bien à sa portée. Pire, il offre généreusement des cadeaux fiscaux à des multinationales (cas des sociétés de téléphonie cellulaire ou encore de la Sonichar où Massoudou Hassoudou a carrément révoqué le receveur de Tchirozérine qui voulait imposer le paiement d'arriérés d'impôts à la Sonichar). En définitive, la loi de finances 2018 est la traduction d'un échec indiscutable, c'est certain. Mais elle est surtout l'expression d'un aveuglement total.

Comment vont régir les députés nigériens à qui, on peut dire, la patate chaude est rellée. Leur position est bien délicate et il serait malheureux qu'ils ne l'appréhendent pas. Ils sont dans une position d'autant plus délicate que le gouvernement, à voir les foires d'empoigne auxquelles se livrent les gouverneurs, instruits par Niamey d'organiser des séances de sensibilisation (de désinformation, dirait un observateur) sur la loi de finances, veut à tout prix faire passer ces mesures « criminelles » de la loi de finances. Les députés se retrouvent ainsi entre le marteau et l'enclume, comme dirait l'autre. La pression est forte pour qu'ils votent cette loi de finances. Mais le risque est grand aussi pour qu'ils en paient un lourd tribut. Or, ceux qui sont lucides, paraît-il, se comptent sur les bouts des doigts. Boukari Sani dit Zilly ferait partie de ces députés qui essaieraient d'appeler ses collègues à savoir raison garder. Seraient-ils entendus ? En tout état de cause, l'Assemblée nationale est une institution à part entière qui, de part la loi fondamentale, est indépendante de l'Exécutif. « Chaque député est le représentant de la nation. Tout mandat impératif est nul » (article 87). Elle ne saurait par conséquent invoquer une pression quelconque pour se justifier. Si elle vote la loi de finances 2018 comme le voudrait Mahamadou Issoufou, c'est que ses membres qui décideront de faire droit à l'exigence du gouvernement, individuellement et collectivement, ont décidé d'assumer, devant les hommes et devant l'histoire, leur choix en toute responsabilité. Et bien entendu, les conséquences éventuelles.

BONKANO

Élection présidentielle 2021

Issaka Assoumane serait-il le futur président et candidat du Pnds ?

Selon une source bien informée, le Président Issoufou Mahamadou aurait appelé Bazoum Mohamed pour lui notifier que le Pnds Tarayya avait toujours choisi son candidat à l'issue d'un congrès du parti. En sa connaissance, ce congrès n'a pas encore eu lieu pour que Mohamed Bazoum s'autoproclame candidat du parti pour l'élection de 2021. D'après la même source, une rencontre aurait eu lieu entre le Président Mahamadou Issoufou et Issaka Assoumane, ancien DG de la Douane et aujourd'hui conseiller spécial à la présidence de la République, en présence de Sani Issoufou dit Abba. Issoufou Mahamadou aurait demandé à son ancien DG, sanctionné à deux reprises pour fautes graves, d'entreprendre une mission secrète à Tahoua. Cette mission secrète devrait lui permettre de silloner toutes les localités de la région et rencontrer quelques barons de

Tahoua "Sakola", à commencer par le ministre conseiller président du comité d'organisation, aujourd'hui ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Issoufou Katambé, ainsi que tous les cadres du parti de la région. Quant à Mohamed Bazoum, il aurait rencontré le Président Issoufou dans le cadre pour les futures échéances électorales de 2021 et aurait dit à son interlocuteur que personne, au sein du Pnds, ne s'est jamais opposé sa candidature. C'est dire que si Mahamadou Issoufou aura du pain sur la planche pour se débarrasser de Bazoum, il est tout autant clair que Mohamed Bazoum n'est qu'un président "Kama mini". D'ailleurs, selon une information de dernière minute, nous apprenons qu'un membre du présidium du Pnds Tarayya aurait dit à Issaka Assoumane, suite à un article, probablement une commande, intitulé "Le douanier Issaka



Assoumane sur le top départ ? publié dans un journal de la place, aurait demandé si Issaka Assoumane ne serait pas en train de rêver. Comment pourrait-il être le

président ou le candidat du parti aux prochaines élections, lui qui aurait fait le tour de tous les grands partis politiques ?

Arouna Y.

Après son limogeage

Ladan va-t-il être poursuivi ?

Les données risquent de changer en défaveur du ministre Ladan Tchiana. Le bureau politique de Amen Amin serait en train de préparer une déclaration pour annoncer la destitution de Ladan Tchiana en qualité de président du parti. Il serait probablement remplacé par le député Mbarack qui serait soutenu par plusieurs de militants. Pire, du côté de son ancien allié, le Pnds Tarayya en l'occurrence, on envisage des poursuites contre lui pour des dossiers qu'il traînerait. Pourtant, au cours de leur dernière rencontre du lundi 30 octo-

bre 2017, le Président Issoufou aurait promis qu'il ne serait pas poursuivi. La démission du ministre Tchiana aurait été autorisée par le président. Le président du parti Amen Amin aurait enfreint la règle de la solidarité gouvernementale en disant que la loi de Finances ne cadre pas avec ses convictions morales et idéologiques. C'est la goutte d'eau qui aurait fait déborder la vase. Chose que le présidium du Pnds Tarayya a considéré comme un poignard dans le dos de la part de Tchiana.

A.Y

Loi de finances 2018

La liberté de la presse en danger

La loi de finances 2018 fait énormément des vagues. Les dernières manifestations de la société civile et les débats qui font rage sont là pour en témoigner. Même le secteur de la presse n'est pas épargné. Le papier journal, jusque là exempt d'impôt sera assujéti à la TVA. De quoi compliquer la vie des journaux qui tirent déjà le diable par la queue. Si l'on sait que les journaux proches du pouvoir bénéficient de l'aide en provenance d'une cellule qui serait logée à la présidence, c'est l'arrêt de parution de plusieurs journaux réellement indépendant du pouvoir de Niamey.

Le coup de gueule du canard en furie Pourquoi pas un débat public sur l'article 459 du Code des impôts ?

Il y a eu beaucoup d'encre et de salive à propos d'un impôt sur l'héritage et la source du débat est bien l'article 459 du nouveau Code des impôts qui institue ce qui est appelé « droits de mutation par décès ». Est-il synonyme d'impôt sur l'héritage ou pas ? C'est ce que suggère, disent certains, le tableau qui fait office de contenu de l'article en question. C'est faux, rétorque le gouvernement.

Qu'en est-il exactement ?

Si chaque ayant droit, en cas de décès d'un parent fortuné, doit verser à l'Etat, un pourcentage déterminé par la loi suivant le montant dont il hérite, l'Etat n'a fait que déplacer le curseur comme dirait Hassoumi Massoudou, pour prendre sa part au tournant, là où ça ne fera pas grincer des dents. Au lieu de l'enlever sur l'héritage global, l'Etat la prend sur chaque part nette revenant aux ayant droits. Une astuce qui permet, à la fois de contourner le dogme islamique et de gagner plus que ce qu'il aurait pu prendre sur la cagnotte globale. Dans l'article 459, les taux applicables sont corrélés à des montants sans que rien ne précise que la règle est applicable uniquement lorsqu'un ayant droit procède au transfert d'un bien dont il hérite. Les choses deviennent encore plus troublantes lorsqu'on écoute le discours que Mohamed Bazoum a tenu devant les ulémas lorsqu'il les a reçus. Cet impôt est-il applicable à qui ? Aux étrangers qui feraient fortune au Niger ? Le Code des impôts ne le dit pas, mais Bazoum l'a laissé entendre. Aux Nigériens fortunés ? Le texte ne le dit pas non plus, même si Bazoum, là aussi, a émis l'idée.

Finalement, on ne sait plus qui essaie véritablement de manipuler les Nigériens ? Ceux qui veulent expliquer et convaincre en se détachant complètement de ce qui est contenu dans le Code des impôts ou ceux qui disent ce qu'ils ont compris ? Le flou est toujours synonyme de dangers inconnus. Il faut clarifier les choses afin de fixer les citoyens sur ce qu'ils doivent clairement appréhender. Il faut, donc, que le gouvernement, qui dit qu'il ne s'agit que d'une interprétation tendancieuse véhiculée, selon Mohamed Bazoum, par le Moden Fa Lumana Africa pour leur nuire, organise un débat public sur la question, avec des acteurs crédibles et parfaitement outillés pour le faire. Si le gouvernement n'initie pas ce débat télévisé public, alors qu'il pense être en conformité avec le Saint Coran, c'est qu'il se reproche quelque chose. Et alors, il n'y a pas à chercher midi à 14 heures. Les choses seront claires, sauf pour ceux qui refusent de comprendre.

Alliance

Le drame cornélien de Ladan Tchana

Ladan Tchana est cet homme connu pour sa fougue et pour ses audaces ; un homme qui ne mâche pas ses mots au temps de ses vraies convictions, pas celles qu'il prétend être aujourd'hui les siennes, et qu'il ne peut défendre. C'est sur un canal, peu connu des Nigériens – tweeter – que l'homme annonça sa démission du gouvernement, au nom de convictions ambigües, d'autant, qu'elles ne peuvent l'empêcher de soutenir ce qui ne correspond plus à ses convictions. Un discours ambigu qui ne repose sur aucune logique si ce n'est l'équilibrisme. Enfin...

Les Nigériens, hâtivement, quand l'annonce avait fait le buzz sur Internet, croyaient qu'un homme sortait du lot, qu'il avait enfin choisi le camp du peuple, et que c'était le même Ladan que l'on connaissait assez pugnace et percutant pour dire sans ambages ce qu'il ressent au fond de lui-même. Il y en avait qui saluait déjà avant l'heure son courage. Bluff... Les Nigériens étaient loin de s'imaginer qu'un homme pouvait avoir autant changé. La politique est un métier avilissant, quand elle peut avoir raison des convictions, à transformer un homme jusqu'à reconnaître des convictions qui ne peuvent plus être défendables et donc à les renier presque. Ceux qui avaient alors dit que s'il était vraiment question d'une démission assumée, cela se serait fait depuis la déclaration qui dénonçait indirectement, la conduite inamicale d'un allié qu'on n'avait pourtant pas le courage de nommer quand tout le monde sait celui qu'on accablait à demi-mot. C'était l'audace de trop. Et on le paie cash à la Renaissance. A l'époque, on croyait sans doute qu'une menace de ce genre pouvait « raisonner » un partenaire à être moins brutal et à faire quelques concessions à un allié mécontent qui a l'audace d'exposer ses ressentiments sur la place publique pour exposer des différends latents qu'une autre conduite aurait pu permettre de gérer avec plus de tact et

avec moins de désinvolture. Lorsqu'on ne peut contenir ses rancœurs, lorsqu'on en peut plus et que l'on explose, crachant sur la place publique son ras-le-bol, on ne se dédit pas par une conduite aussi avilissante qui frise la turpitude. L'attitude de Ladan, ne donne aucune visibilité sur ses choix politiques et aujourd'hui ils sont nombreux à douter qu'il ait franchement des convictions à défendre en politique. Pourtant, l'on savait bien que le courant ne passait plus bien entre les hommes et l'on avait vu à l'occasion d'accueil à l'aéroport, après quelques jours de rébellion, quand le ministre mécontent boycottait des activités gouvernementales, des poignées de mains froides et moites qui attestent de la crispation des relations entre alliés. C'était pourtant le moment de s'en aller plus dignement, sans attendre d'être humilié, mais quelques calculs ont fait hésiter car l'homme pouvait ne plus savoir où aller et peut-être à quoi s'attendre.

Je n'aime pas, mais j'aime... C'est presque le discours qu'on aurait entendu, quand on considère, l'attitude de cet homme qui dit ne plus être d'accord avec des choix, mais qui revient aussitôt pour rassurer qu'il reste quand même avec le système qu'il sabordait. Mais que faut-il comprendre de cette attitude d'un homme qui aime les shows médiatiques, mais qui choisit de se cacher derrière tweeter pour bluffer sur son héroïsme discutable ? En fait, le président d'Amen-Amin a cru qu'il pouvait faire du chantage, en laissant pressentir par ses menaces à peine voilées quelques appréhensions quant à la probabilité pour lui de rompre avec la MRN. Si une visite de courtoisie à Hama Amadou alors en prison à Filingué dans la fièvre de la campagne pouvait effrayer des partenaires, qui ont dû le négociier en haut lieu, loin du pays, racontait-on, pour le voir revenir à la case MRN, il ne peut en être de même aujourd'hui quand, le poids électoral n'apporte aucune valeur ajoutée au système qui a



su se débrouiller, corrompant toutes les consciences de son camp, pour avoir une majorité anormale.

Pourquoi alors manquer tant de courage politique ?

La raison est bien toute simple. Il y a déjà quelques militants qui sont en prison, d'autres, ne sont pas loin d'y aller aussi. Ladan sait que nombre de ses militants, n'ont choisi d'aller avec lui que pour conserver des positions dans le système et qu'ils ne l'avaient jamais fait pour servir le Niger ou pour faire valoir quelques compétences. Presque tous se sont compromis. Abandonner le navire, pouvait donc avoir pour le parti dont on sait la fragilité de la fondation, des conséquences fâcheuses. Le parti, par un coup de balai d'assainissement bien ciblé mais bien justifié quand, ce dont on pourrait accuser des militants de son parti casés ici et là est bien réel et avéré, pourrait être laminé et il risque sans doute de se retrouver seul, sinon bien dépouillé. C'est dire que lorsqu'on n'est pas propre dans sa collaboration, l'on ne peut pas être un « guerrier » et l'on peut comprendre le drame cornélien qui déchire un homme qui aurait pu dans son malaise, exploser pour dire tout le mal qu'il ressent et qu'il a sans doute enduré depuis de longs mois. Certains analystes estiment d'ailleurs que le seul, acquis dans ce négoce politique, est d'éviter – du moins pour un moment – à un de ses militants la prison alors que le régime l'accusait d'avoir mal géré et notam-

ment d'avoir détourné quelques trois milliards. L'ex-président de conseil de ville de Niamey, devrait alors rester discret pour ne pas interpellier l'opinion sur un cas tout aussi grave et sinon plus grave que pour certains autres Nigériens qui croupissent en prison. Ce sont justement ces traitements discriminés des problèmes du pays qui renforcent les rancœurs, et corsent les malaises.

Contre son poste de ministre qu'on vient de lui reprendre, Ladan serait ainsi bien obligé d'accepter son sort même lorsqu'il a des convictions qui ne correspondent plus à ce qui se fait au sein du pouvoir, pour protéger des militants, et leur éviter la prison. Mais est-ce ça avoir des convictions ? Cultiver l'injustice ne saurait être compatible dans une République qui se veut normale.

L'homme en vérité, n'a jamais démissionné, mais serait bien poussé à la porte. Il vit un vrai drame : quand on n'avait jamais été assez mesuré dans ses discours et que de tels moments de déchirements arrivent, la question existentielle, est toujours de savoir où aller ? Surtout quand il a la certitude que ses militants ne pourront jamais le suivre, pour démissionner comme il l'aurait fait. Le désaveu d'une base alimentaire qui ne suit pas, ne lui donnait pas d'autres choix que de continuer à vivre avec ses bourreaux, ceux-là mêmes, dont il a dénoncé la conduite inamicale.

Que c'est dure, la vie. La politique aussi.

A.1

Après la manifestations du 29 octobre 2017

Dos au mur, le Lumana décide de faire face au PNDS

La coordination régionale Lumana de Niamey du président Soumana Sanda était samedi dernier face à la presse. Après la réaction de la direction nationale du parti de Hama Amadou suite à l'intervention de Bazoum Mohamed, la coordination régionale de Niamey a exprimé son ras le bol. On se rappelle que, après les manifestations citoyennes du 29 octobre 2017 dernier, le président du PNDS et ministre de l'Intérieur a accusé le parti Moden FA Lumana d'être derrière ces manifestations. La coordination rappelle que c'est le ministre Bazoum qui a signé l'autorisation de la manifestation citoyenne.

Nigériennes, Nigériens, Chers Concitoyens de la Région de Niamey, La Coordination Régionale de Niamey du Mouvement Démocratique Nigérien pour une Fédération Africaine (MODEN/FA) LUMANA AFRICA, réunie en Assemblée Générale ce jour, Samedi 04 novembre 2017, fait la déclaration dont la teneur suit.

Suite aux événements du 29 octobre 2017 où les populations de Niamey, répondant à l'appel de la société civile, sont sorties massivement pour exprimer leur ras-le-bol généralisé, le sieur Bazoum Mohamed, Président kama mini du Pnds Tarayya, fidèle à son arrogance et sa pseudo suffisance habituelle, s'est cru en devoir d'indexer notre parti comme responsable des débordements occasionnés par ladite manifestation citoyenne.

Au MODEN/FA LUMANA AFRICA, nous ne sommes guère surpris par une telle posture mensongère du Pnds, car les exemples sont légions ces dernières années :

Ce fut le cas quand vous annonciez sans vergogne que des dignitaires du régime étaient menacés de mort dans l'affaire Ben Omar Mohamed qui a vu l'arrestation de certains militants du MODEN/FA LUMANA AFRICA ;

Ce fut le cas quand vous annonciez honteusement que le MODEN/FA LUMANA AFRICA collaborait avec BOKO HARAM ;

Ce fut le cas lorsque ISSOFOU MAHAMADOU s'était proclamé Charlie et que le peuple nigérien avait désapprouvé alors s'en est suivi l'arrestation des cadres du MODEN/FA LUMANA AFRICA ;

Ce fut le cas quand vous annonciez qu'il reste un petit noyau d'officiers ethnistes et marginaux à neutraliser, il y a eu l'affaire du vrai-faux coup d'état et là aussi s'en est suivi l'arrestation de certains responsables du MODEN/FA LUMANA AFRICA ;

Ce fut le cas dans la fausse affaire de la cellule crise alimentaire dans la quelle nos camarades Bakari Seydou, Idé Kailou et Ari Malla gardent prison depuis 18 mois ;

Ce fut le cas lorsque vous déclariez lors d'une précédente manifestation de la société civile que le forum d'Abidjan du MODEN/FA LUMANA en était le tremplin ;

C'est encore le cas aujourd'hui, puisque vous avez annoncé que le MODEN/FA LUMANA AFRICA est derrière la manifestation de la société civile alors que vous avez été officiellement saisi par ACTICE et vous en avez vous-même donné l'autorisation. Est-ce que là aussi on doit s'attendre à de nouvelles vagues d'arrestations

dans les rangs du MODEN/FA LUMANA AFRICA ? L'enlèvement et la déportation à Niamey de notre camarade Mahamane Lawali Salissou dit léger via par la compagnie de transports Al Izza en est-il le signe annonciateur ? Est-ce que vous envisagez de déporter hors du Niger ou d'exterminer l'ensemble des militants de la deuxième force politique du pays tel que rêvé par certains de vos sbires ?

Pour votre gouverne, alors Mesdames et Messieurs du Pnds Tarayya, même si c'est cela votre volonté, vous n'en aurez pas les moyens car nous sommes aussi des nigériens à part entière.

En effet, étant de plus en plus vaincu qu'il n'est pas le candidat préféré du Gourou principal, Monsieur Bazoum se cache derrière sa double casquette de Président Kama mini du Pnds Tarayya et de ministre de l'Intérieur pour ourdir des complots en tous genres dans le seul et unique dessein de provoquer la déstabilisation de son propre régime, seule à même d'obliger ses camarades à le soutenir.

C'est pourquoi, il cherche désespérément un conflit ouvert avec LUMANA en l'accusant tantôt de complicité avec les fondamentalistes radicaux, tantôt de manipulation d'étudiants, des enseignants, de la société civile pour finir sans doute par l'accuser bientôt d'être à l'origine des troubles en CATALOGNE.

Nous sommes d'ailleurs surpris que la nième violation de la constitution par Issoufou Mahamadou, illustrée cette fois ci par la nomination du président de la Haute Cour de Justice au gouvernement avant la démission de ce dernier ne soit dénoncée par Bazoum et sa clique de haineux comme étant aussi l'œuvre du MODEN/FA LUMANA AFRICA.

Parce qu'en 2016, le régime de Issoufou Mahamadou a braqué nos suffrages, emprisonné notre leader bien aimé, Son Excellence Monsieur HAMAAMADOU, à la faveur des controverses politiciennes honteuses et déloyales et érigé la corruption, la concussion, les passes droits, l'enrichissement illicite, l'impunité, l'injustice sociale, le népotisme, l'économie criminelle en mode de gouvernance mettant ainsi le pays à genoux et tout cela sans conséquence aucune, alors celui-ci pense que tout lui est dorénavant permis : après le passage en force, la gouvernance par la force.

Une des pratiques la plus tragique dans la gestion en cours concerne le surendettement vertigineux de notre pays par des prêts irréguliers et in-



tempetifs et à tour de bras. Depuis 2014, les salaires sont payés à travers des prêts bancaires et autres subterfuges dont la grande conséquence est l'aggravation d'une crise économique et financière aiguë à laquelle seule les grandes institutions de l'État providence semblent échapper.

Paradoxalement, la loi de finances 2017 avait déjà amputé de moitié les allocations des secteurs sociaux de base et les investissements au nom de la rareté des ressources.

Pire, le projet de loi de finances 2018 que le régime de Issoufou Mahamadou cherche à imposer vaille que vaille au peuple nigérien, déjà meurtri dans sa chair et dans sa peau, une pression fiscale sans précédent dans les annales de l'histoire de notre cher pays. Pendant ce temps, nous sommes au regret de constater une augmentation sauvage des fonds politiques du Chef de l'État, du Président de l'Assemblée Nationale et du Premier Ministre.

En effet :
Comment comprendre qu'après avoir méthodiquement :

Pillé les ressources de notre pays à travers les surfacturations grotesques, fantaisistes et sans limites des commandes de l'état ;
Braqué les comptes des sociétés d'état par des virements frauduleux, des ponctions permanentes irrégulières et des subventions illégales des fondations de toutes sortes ;
Multiplié par trois (3) les charges salariales de l'état par le recrutement de la totalité de sa clientèle politique à la fonction publique, dans les sociétés d'état et les projets ;

Comment comprendre l'augmentation de près de 50% du tarif de l'électricité ;

Comment comprendre l'augmentation de presque tous les impôts ;

Comment comprendre l'institution de nouveaux impôts y compris pour les morts ;

Comment comprendre enfin que ces braqueurs professionnels n'aient pas trouvé mieux que celui-là même qui a reconnu devant la commission parlementaire sa culpabilité dans le détournement criminel des 200 milliards de la SOPAMIN pour demander toute honte bue aux nigériens de nouveaux sacrifices.

Comme tout le monde le sait, désormais, le régime de Issoufou a lamentablement échoué.

Nigériennes, Nigériens, Chers Concitoyens de la Région de Niamey La Coordination Régionale de Niamey du MODEN/FA LUMANA AFRICA rappelle à son Bureau Politique National son appel lancé lors de sa Conférence



Régionale pour qu'il œuvre à obtenir le sursaut des forces vives de la Nation pour qu'elles redoublent de vigilance au regard de la gouvernance. Nous n'avons droit ni au silence, ni à la passivité encore moins à la peur. Tous les Nigériens épris de progrès doivent s'engager dans le combat ultime pour le retour de la Démocratie et de l'État de droit dans notre pays.

La Coordination Régionale de Niamey assure son Bureau Politique National et le FRDDR de la disponibilité permanente de ses militantes et militants, sympathisantes et sympathisants ainsi que de toutes les Nigériennes et de tous les Nigériens épris de paix et de progrès, pour le combat ultime contre le régime usurpateur de ISSOFOU MAHAMADOU jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel normal. Il y va de la survie même de notre chère nation.

C'est pourquoi, la Coordination Régionale de Niamey du MODEN/FA LUMANA AFRICA :

Se battra pour la défense du parti, de ses idéaux et pour l'accession à la magistrature suprême de son Président Son Excellence Monsieur HAMA AMADOU, seul et unique candidat du MODEN/FA LUMANA AFRICA ;

se battra pour l'égalité entre les citoyens ;

se battra pour la restauration et la défense de la démocratie au Niger ;
se battra pour le règne de la liberté, de la justice et du progrès pour tous. La gravité de la situation commande l'Union Sacrée de toutes les forces vives de la Nation pour sauver ce qui reste de notre cher pays.

Car trop c'est trop.
Mesdames et Messieurs du PNDS Tarayya

Comme le disait NELSON MANDELA, «dans une lutte de libération, les moyens d'action dépendent de ceux de l'opresseur»

Choisissez donc vos moyens, Mesdames et Messieurs du Pnds Tarayya. Nous sommes prêts au MODEN/FA LUMANA AFRICA à faire de même, et à visage découvert et non en nous cachant derrière une quelconque structure car, comme vous le savez très bien, nous n'avons pas peur de vous, même si le contraire est évident sans l'utilisation abusive de la force publique républicaine dans le combat politique qui nous oppose.

Le MODEN/FA LUMANA AFRICA refuse d'être le souffre-douleur d'un parti-Etat qui a par lui-même réussi à faire l'unanimité contre lui.

Lutte contre les terroristes

Drones américains, la solution tant attendue ?

Les drones américains sont désormais autorisés à se mettre en activité sur le territoire nigérien. Cette décision courageuse du Ministère de la Défense est diversement interprétée par la population. Somme toute, l'enjeu est de taille et, beaucoup de gens se frottent déjà les mains : ultra-rapides, avec une capacité de détection millimétrée, les drones américains arrivent comme l'ultime et l'heureuse solution contre ces malfaiteurs qui frappent pour subitement s'évanouir à jamais dans la nature.

Les nigériens, surtout les hommes d'armes et leurs familles, n'ont que trop subi les affres du terrorisme intégrisme. Que ce soient les actions sporadiques des islamistes de Boko Haram ou les raids et raptés des démembrés de l'AQMI, ces actes ont éprouvé sérieusement le peuple nigérien. Face à la fréquence de ces malheureuses opérations, beaucoup de nigériens se demandent si réellement nos militaires sont suffisamment armés pour faire face à l'ennemi. En effet, malgré les moyens colossaux que l'on dit avoir mis à leur disposition, les militaires subissent régulièrement des raids qui font beaucoup de victimes. Le dernier qui a secoué l'opinion publique est cette attaque aux confins de la frontière malienne qui a fait entre 13 et 14 gendarmes tués. Et, le hic dans cette affaire est que l'ennemi arrive toujours à prendre la poudre d'escampette souvent sans subir le moindre dégât. Plusieurs questions sans réponse restent suspendues au bout des lèvres.

Cependant, il faut savoir qu'à la guerre, c'est le plus stratège qui sort toujours vainqueur. Et, la stratégie consiste à se mettre au-dessus de son adversaire, sur tous les plans : organisationnel, structurel et surtout logistique. La supériorité logistique reste la condition sine qua non pour qui veut réellement gagner une guerre. Alors, nos militaires sont-ils réellement supérieurs à l'ennemi sur le plan de la logistique ? Certes notre armée dispose de quelques hélicoptères, les seuls moyens qui manquent à l'ennemi. En effet, depuis que les terroristes opèrent sur notre territoire, les militaires et même la population ont pu remarquer que leurs armes de combats sont carrément les mêmes utilisées par notre armée. Ceci dit, la différence viendrait donc de la stratégie guerrière basée sur la connaissance du terrain. Sur ce plan, les terroristes semblent mieux outillés que notre armée car, eux, ils sont contraints de sillonner régulièrement le désert pour se mettre à l'abri. Ce jeu de cache-cache auquel ils sont contraints leur a procuré une connaissance efficace du terrain, mieux que nos militaires. Voilà

l'une des raisons qui font qu'ils échappent à chaque fois à nos hommes d'armes une fois leur forfait commis. Les hélicoptères qui doivent se lancer à leur poursuite sont jugés un peu trop lents et pas du tout efficaces dans la détection.

Pour toutes les insuffisances que les uns et les autres notent à propos des capacités réelles de notre armée à faire face efficacement aux terroristes, la décision de faire intervenir les drones américains vient comme une bouffée d'oxygène. D'ailleurs depuis un certain temps, les nigériens ne cessent de se demander quels rôles jouent exactement toutes ces forces étrangères basées sur notre territoire. Car, malgré les moyens sophistiqués et de dernière génération dont ces forces disposent, notre armée n'arrive toujours pas à localiser et détruire l'ennemi avant qu'il ne sévisse. Allemands, Américains, Britanniques, Chinois, Français... presque toutes les grandes puissances mondiales ont posé leur base militaire dans notre pays. Parmi elles les américains se distinguent le plus dans leur engagement réel aux côtés des troupes nigériennes. On les voit partout, de l'encadrement aux opérations de ratisage sur le terrain. Et partout, ceux qui travaillent en leur compagnie louent beaucoup leur engagement sincère pour la cause de la sécurisation de notre pays. Ainsi, dire que désormais ce sont ces hommes et leurs drones qui vont accompagner nos hommes d'armes reste une bonne nouvelle pour le peuple entier qui a tant enduré les affres du terrorisme. Il est connu de tous que ces drones ont une grande capacité de détection et une vitesse extraordinaire. Avec eux, notre armée peut poursuivre et rattraper ceux-là qui se sont toujours éclipsés après avoir semé le malheur. Telle est pour le moment la conviction que nous devons tous garder à l'esprit et accompagner comme un seul homme cette décision des autorités en charge de notre sécurité. D'ores et déjà, on peut considérer que c'est encore un grand pas que notre pays a effectué sur le plan sécuritaire dans la sous-région car, nous



sommes les tous premiers à autoriser les drones américains à entrer en action. Disons-le net, l'enjeu en vaut la taille car nos populations n'ont que trop pleuré les

nôtres tombés comme des mouches. Il reste juste que tous se mettent à l'école de la collaboration pour informer et dénoncer tout agissement suspect. **NARWA**

Le Niger demande aux Etats-Unis d'utiliser des drones armés contre les djihadistes à la frontière malienne



M. Kalla Moutari ministre nigérien de la défense

Le Niger a demandé aux Etats-Unis de commencer à utiliser des drones armés contre des groupes djihadistes opérant à la frontière malienne, augmentant ainsi les enjeux d'une campagne anti-insurrectionnelle suite à une embuscade meurtrière des forces américano-nigériennes. Rappelons que président Donald Trump avait appelé le gouvernement nigérien à autoriser l'utilisation des drones armés MQ-9 Reaper au Niger.

En octobre, des terroristes ont tué quatre soldats américains et au moins quatre soldats nigériens, dans une embuscade qui

exposait les dangers d'une présence américaine en expansion au Niger

Ce qui a commencé comme une petite opération d'entraînement des Etats-Unis s'est étendu à une force de 800 personnes qui accompagne les Nigériens dans la collecte de renseignements et dans d'autres missions. Il comprend une base de drones de 100 millions de dollars dans la ville d'Agadez qui ne déploie actuellement que des drones de surveillance.

"Je leur ai demandé il y a quelques semaines de les armer [les

Suite page 7

Invité Afrique

G5 Sahel : «La contribution des Etats-Unis la plus importante à ce jour est à saluer»

Le G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad, Niger) vient d'annoncer qu'une première mission avait été lancée au Mali. L'objectif est toujours d'atteindre la pleine capacité de cette force antiterroriste de 5 000 hommes au mois de mars. Si les Etats-Unis se sont engagés à financer la force à hauteur de 60 millions de dollars, les questions du financement et du mandat restent centrales et non résolues. Notre invité Afrique ce matin est Ibrahima Yacouba, le ministre des Affaires étrangères du Niger. Il répond aux questions de Xavier Besson.

RFI: Vous revenez de Washington. Les Etats-Unis disent vouloir donner 60 millions de dollars pour le financement de la force G5 Sahel. Selon vous, est-ce que c'est un engagement qui est satisfaisant ?

Ibrahima Yacouba: D'abord c'est très important puisque vous savez qu'on revient de loin sur cette force. Au début, lorsque nous l'avions créée, il n'y avait pas beaucoup de partenaires qui y croyaient. Il n'y avait pas beaucoup d'engagement de la part de certains pays. En ce qui con-

cerne les Etats-Unis, c'est donc une étape importante.

D'abord, il s'agit de la plus importante contribution annoncée jusqu'ici puisque ce que nous avons, pour le moment, c'est la contribution des pays concernés eux-mêmes qui est de 50 millions d'euros, puis celle de l'Union européenne, de la France et du Danemark. Je note que cette contribution des Etats Unis est un appui considérable et un premier engagement. Au fur et à mesure que nous aurons avancé et que peut-être nous

aurons donné la preuve de notre pleine efficacité de la mise en œuvre de cette opération, d'autres engagements suivront.

Mais est-ce qu'il ne faudrait pas aussi que les Etats-Unis s'engagent à soutenir le G5 Sahel devant les Nations unies pour que la force obtienne un mandat qui soit le plus solide possible ?

Oui, c'est notre vœu. Nous avons souhaité que le mandat de la force du G5 soit un mandat très fort, sur le chapitre 7, pour créer les conditions juridiques d'un véritable engagement offensif.

L'ennemi que nous avons en face, est un ennemi qu'il faut réduire et pour cela, il faut créer les conditions pour la neutralisation des groupes narcoterroristes qui sont au Sahel. Nous sommes dans une confrontation guerrière directe et l'une des conditions, ce n'est pas d'abord le montant que nous voulons, mais c'est avant tout la durabilité des ressources puisque l'engagement que nous cherchons, au niveau des forces du G5 Sahel, est un engagement dans le temps.

Nous sommes conscients que nous menons un combat qui va mobiliser nos hommes sur une certaine période et durant toute cette période-là, nous devons être à même de garantir les ressources financières matérielles et logistiques pour permettre de réussir l'objectif que nous nous sommes fixés.

Ainsi, l'engagement multilatéral est un engagement essentiel dans cette approche de la force du G5. Nous sommes par ailleurs convaincus que la contribution à la sécurité au Sahel est une contribution à la sécurité dans le monde.

Quand vous étiez à Washington, il a été question de coopération militaire bilatérale. Avez-vous senti une volonté de la part des Etats-Unis de renforcer cette coopération et cela même, après la mort de quatre soldats américains au Niger, le mois dernier ? Est-ce que cela a été un sujet ?

Oui, absolument. Non seulement de la continuer mais aussi de la renforcer car, en effet, de manière tragique peut-être, mais ce qui est arrivé a révélé que la menace est encore plus grande que certains ne pouvaient l'imaginer. Il y a donc aujourd'hui un engagement des Etats-Unis à continuer à consolider le partenariat que nous avons avec eux sur la question.

L'Ofpra, Office français de protection des réfugiés, vient de mener une première mission au Tchad pour identifier des réfugiés qui seraient éligibles au droit d'asile, en France. Une mission similaire doit être lancée au Niger. Est-ce que c'est bien, au Niger, de s'occuper de cela ?

Nous faisons déjà un travail, dans ce domaine, avec le HCR. Vous savez, la migration qui passe par le Niger est une migration essentiellement économique. Il reste cependant qu'il y a quelques cas de personnes qui peuvent être concer-



nées par la possibilité d'avoir un droit d'asile dans un pays européen. Ces personnes-là, pour leur protection et pour que l'on puisse leur garantir une sauvegarde au moment où elles traversent notre pays, depuis assez longtemps, eh bien nous travaillons avec le HCR pour les identifier et nous occuper de leur situation. Je pense que ce qui va se passer avec la mission de l'Ofpra, probablement, c'est une suite de ce que nous faisons déjà avec le HCR.

Donc, vous pensez qu'une telle mission a toute sa place au Niger ?

Je pense qu'il faut toujours protéger les personnes qui ont besoin de protection là où elles sont. Les personnes qui traversent le désert du Niger sont des personnes vulnérables et nous travaillons dans ce domaine. Nous avons dit que la question de la migration est une priorité.

La migration illégale ou irrégulière est une priorité pour notre pays, pour deux raisons. D'abord l'obligation et la responsabilité morale que nous avons, de préserver des vies. Vous connaissez le nombre de migrants qui meurent en traversant le désert. Vous connaissez les souffrances terribles que ces migrants endurent lorsqu'ils arrivent en Libye et les morts aussi, en mer. Ensuite, il s'agit d'une considération de sécurité. Nous avons fait le constat que les passeurs, chaque fois qu'ils amènent des personnes en Libye, reviennent souvent avec des armes ou des munitions ou toute autre marchandise qui participe à la déstabilisation.

Par [Xavier Besson](#)

Suite de la page 6

drones] et de les utiliser au besoin", a déclaré le ministre de la Défense Kalla Mountari lors d'une interview dans son bureau. Quand on lui a demandé si Washington avait accepté la demande, il a répondu: "Nos ennemis le découvriront".

La mort des soldats américains, aux mains de djihadistes dans le Grand Sahara, a choqué les Américains, dont beaucoup n'ont pas réalisé que leur pays avait une présence si importante dans la région du Sahel. Mountari a indiqué que l'équipe de 12 soldats des forces spéciales américaines et de 30 soldats nigériens avait été "juste à la frontière du Mali et avait neutralisé des bandits" juste avant l'embuscade. Il a refusé de donner plus de détails.

L'armée américaine a affirmé catégoriquement que la mission du 3 au 4 octobre n'était pas destinée à impliquer un contact avec les forces ennemies. Mountari a déclaré: "[Le contingent américano-nigérien] est revenu au Niger, ils ont salué la population, ils ont recueilli des renseignements et c'est à l'intérieur du pays, alors qu'ils ne s'attendaient à rien, que l'attaque s'est produite."

Les forces américaines n'ont pas de mission de combat directe au Niger, mais leur aide à l'armée

inclut le renseignement, la surveillance et la reconnaissance dans leurs efforts pour cibler les organisations djihadistes. Cependant, Mountari était clair qu'il les voyait comme des partenaires proches.

"Les Américains n'échangent pas seulement des informations avec nous, ils font la guerre quand c'est nécessaire", a-t-il dit.

"Nous travaillons main dans la main, preuve évidente que les Américains et les Nigériens sont tombés sur le champ de bataille pour la paix et la sécurité de notre pays".

Mais un rôle croissant des Etats-Unis au Niger pourrait s'avérer impopulaire à la fois avec les Américains, dont beaucoup sont fatigués des aventures étrangères coûteuses et parfois mortelles, et au Niger, dont les citoyens ont des sentiments mitigés sur les forces étrangères sur leur sol.

Les frappes de drones ont fait l'objet de controverses dans d'autres parties du monde en raison du risque de victimes civiles. Lors d'un rassemblement de protestation dimanche, des dizaines de manifestants ont également commencé à protester contre la présence de troupes étrangères au Niger, selon un témoin.

Reuters

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail : in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furie
Tirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de la G.I.N